

Daniel Hameline

L'ÉDUCATION
DANS LE MIROIR
DU TEMPS

isp loisirs et pédagogie



PHILIPPE-ALBERT STAPFER OU TOUS LES FAISEURS DE PLANS N'ÉTAIENT PAS DES COUPEURS DE TÊTES...

Article paru originellement dans la revue *L'Éducateur* (1989, n° 7)

« 1789 n'est pas une date de l'histoire suisse », écrit William Martin (1974, p. 167) dans un ouvrage qui, même donné pour dépassé, demeure de constante référence. Formule d'une incontestable vérité si l'on s'en tient à l'énoncé des faits: elle révèle cependant un brin d'agacement chez l'historien qui l'énonce, comme s'il voulait couper court à l'idée toujours persistante, au XX^e siècle comme à la fin du XVIII^e, que ce qui arrive à la France et aux Français constitue, par nature, un événement à portée universelle.

Ce n'est pas le lieu ici d'entrer dans les querelles d'antériorité. Les premières secousses démocratiques d'Europe sont-elles bernoises (1749), genevoises (1764-1768) et surtout 1782), neuchâteloises (1768), fribourgeoises (1781)? Une chose est sûre: en 1789, des exilés genevois, fribourgeois, vaudois surtout, sont nombreux à Paris. Ils se montrent agissants et, dès 1790, un club des patriotes suisses mène une intense propagande démocratique dans les régiments suisses au service de la France, mais aussi sur le territoire helvétique et à Genève. On compte parmi ces exilés politiques ou ces voyageurs sympathisants, l'avocat fribourgeois Castella, le financier zurichois Schweizer, les Genevois Grenus et Clavière, le Vaudois La Harpe, etc. En Suisse, et particulièrement dans leurs cantons d'origine, on tient ces gens-là pour des agitateurs dangereux ou des rêveurs plus ou moins exaltés (cf. Chapuisat, 1945; Godechot, 1983, pp. 286 et ss).

LES SOCIÉTÉS DE PENSÉE

Mais la culture urbaine a facilité un peu partout, en Suisse comme dans le reste de l'Europe, l'avènement d'une *intelligentsia* où s'atténuent les différences de classe et de fortune au profit d'une communauté d'idées, le plus souvent libérales. C'est ainsi qu'à Zurich l'association *Zur Gerwe*, du nom de la taverne où les membres se réunissent, constitue un véritable laboratoire d'idées politiques. Fondée en 1762 par Johann Jakob Bodmer*, le « Socrate » zurichois, elle est fréquentée, en particulier, par le jeune Pestalozzi* qui y joue, avec d'autres jeunes gens, les redresseurs de tort et les journalistes séditeux.

En cette fin du XVIII^e siècle, ces élites intellectuelles urbaines en Suisse participent à la fois de la culture allemande et de la culture française. C'est l'un des caractères du Plateau

suisse, – et les événements militaires le montreront, surtout à partir de 1797 – de constituer un boulevard pour d'éventuels envahisseurs. Mais ce boulevard peut aussi se révéler une avenue de la concorde.

Ainsi prenons le cas d'un intellectuel bernois qui a fait ses études à Goettingue, en Allemagne. Il n'est pas rare qu'il aille parachever sa culture à Paris. Il était à l'aise dans la petite cité universitaire « provinciale » allemande. Il ne le sera pas moins dans la métropole européenne où s'entrecroisent les destinées, où « montent » les ambitieux, où « passe » tout honorable fils de famille.

UN BERNOIS ENTRE GOETTINGUE ET PARIS

En voici un justement, de ces fils de famille. Notable, non par la fortune, mais par la culture et par l'appartenance à l'« établissement » religieux. Une famille où l'on est pasteur de père en fils. La mère est vaudoise. Le père est un prédicateur renommé, originaire d'une très ancienne bourgeoisie argovienne, attestée dès le XV^e siècle, installée à Brugg, centre intellectuel de la partie septentrionale du canton de Berne. En 1789, précisément, ce fils de famille est à Goettingue. Il s'agit de Philippe-Albert Stapfer¹.

Ce jeune et brillant théologien bernois se destine, selon quasiment l'ordre des choses, au ministère pastoral et à l'enseignement universitaire. Il est à Goettingue pour parfaire sa formation philologique et philosophique, car c'est là le haut-lieu du renouveau intellectuel du protestantisme allemand.

Si quelqu'un avait prédit que, moins de dix ans plus tard (1798), cet homme, qui serait alors âgé de 32 ans, serait membre d'un gouvernement installé par l'étranger et fonctionnant dans les pires conditions matérielles et morales, nul n'aurait pu y croire sans doute, à commencer par l'intéressé. S'il est à Goettingue, c'est en vue de la très probable carrière universitaire qui l'attend, quand il sera de retour dans sa ville.

1789: UNE DATE DANS LA VIE DE STAPFER?

Mais ce séjour allemand coïncide, semble-t-il, avec une crise personnelle comme en connaissent bon nombre de ces jeunes gens, sollicités par les pensées libérales et l'essor des sciences nouvelles, mais attachés tout autant à leurs convictions religieuses.

Or ce sont ces convictions mêmes qui dictent, en particulier à un protestant, de faire que sa foi chrétienne ne soit pas le simple héritage des croyances familiales reçues sans discernement, comme allant de soi. Et voici que le doute, sous sa forme mondaine du « bon ton » sceptique, est érigé, dans la culture montante, en nouveau « lieu commun » des esprits affranchis.

Stapfer surmontera la crise en adoptant la démarche kantienne telle qu'elle achève, à cette même époque, son élaboration.

ration²: si la raison théorique ne peut connaître quelque au-delà que ce soit des phénomènes de l'expérience, la raison pratique ne peut, elle, légitimer l'action qu'en érigeant des principes. Et ces derniers sont objet d'une adhésion : qui agit selon la raison échappe ainsi au scepticisme.

UN CHRÉTIEN « JACOBIN »

C'est donc un croyant qui rentre de Goettingue. Un croyant qui le restera toute sa vie et qui, appartenant à une des *intelligentsias* les plus productives d'Europe, est résolu à tenter la réconciliation entre le patrimoine chrétien et les idées nouvelles. Entre les deux en effet, Stapfer perçoit comme une parenté, pour lui évidente.

En 1791, après un passage en Angleterre, il séjourne à Paris. La Révolution en est encore à sa période de promesses en passe d'être accomplies, même si des signes commencent à poindre que les nouvelles institutions sont fragiles et que, menacées, elles risquent de se manifester menaçantes. Stapfer observe avec sympathie les événements parisiens. Et comme il le dit, il passe à Berne pour un « Jacobin ». Mais pas au point qu'on fasse objection à sa consécration comme pasteur, qui a lieu en septembre 1791.

DE LA FORMATION DES « POLITIQUES »...

L'année suivante, il est nommé membre du Conseil de l'instruction de l'Etat bernois. Il prend son rôle à cœur, ce qui veut dire qu'il y déploie de l'intelligence : se renseigner, comprendre, et, déjà, prendre la mesure de ce que pourrait être l'instruction populaire rendue systématique.

Mais de 1791 à 1798, Stapfer, dans une ville épargnée par les premières manifestations de l'expansion française aux dépens de la Confédération, est un universitaire dont le renom grandit et qui se montre soucieux de la préparation des élites. Théologien, il enseigne « d'une manière philosophique et en la forme moderne ». Et, surtout, il participe de près à la mise sur pied d'un Institut des sciences politiques destiné à fournir un minimum de connaissances administratives, juridiques et pratiques à la jeunesse patricienne qu'aucun cursus d'études supérieures ne prépare aux magistratures dont elle « héritera », le moment venu. En 1797, il est nommé directeur de cet Institut.

Mais en 1797, précisément, l'orage est déclenché sur la Suisse toute entière. Le Directoire de la République française, avec le coup d'Etat du 18 Fructidor an IV (4 septembre 1797), voit disparaître Barthélemy, ami fidèle de la Confédération, et arriver au pouvoir l'avocat alsacien Reubell qui ne porte pas l'aristocratie bernoise dans son cœur... Et surtout, Bonaparte a ses plans sur le rôle stratégique de la Suisse dans sa politique de conquête. Il devient maître du Directoire dès octobre 1797.

Ce serait en décembre qu'aurait eu lieu un dîner entre Reubell, Bonaparte et le « patriote » bâlois Pierre Ochs, – qui assumera désormais, dans l'histoire suisse, avec le Vaudois La Harpe, la figure de l'âme damnée de la République française –, décidant l'invasion de l'ensemble du territoire et l'institution d'une république à l'image de celle de la Grande Nation.

... À L'ENTRÉE EN POLITIQUE

Les cantons et les villes tombent les uns après les autres aux mains des Français. Une délégation négocie durement avec le Directoire les conditions de cette occupation qui n'en est officiellement pas une, puisque c'est à l'appel des « patriotes » suisses que la France intervient... Au sein de cette délégation, Stapfer occupe une position de secrétaire. Mais son savoir-faire diplomatique et son autorité évidente font bientôt de lui l'un des hommes-clés de la délégation.

Le voici pris désormais dans le double langage auquel le conduit sa double fidélité : fidélité à sa patrie, et donc sévérité à l'égard de ses interlocuteurs français ; fidélité à l'esprit « patriote », et discours public favorable à des institutions nouvelles.

LA MISSION IMPOSSIBLE

Qu'est-ce qui fait courir ce théologien, ce pasteur d'âmes, cet homme intègre, à la rencontre de l'infortune politique assurée, tant les conditions sont exécrables ? Des institutions nouvelles, plus équitables, mieux coordonnées, capables d'équiper une nation pour sa croissance culturelle et d'y développer des consciences autonomes et, en même temps, capables du bien public. Voilà ce dont rêve Stapfer.

Malgré les contraintes terribles qui pèsent désormais sur toute action politique, malgré les inévitables malentendus qui la menacent, Stapfer est parmi les honnêtes gens, l'un des rares qui pensent que des chances existent, malgré tout, pour la Suisse et qu'elles sont à saisir. Grâce à la création d'une République helvétique une et indivisible, qui n'assumerait que les qualités de la « grande sœur » voisine, il serait enfin possible d'instaurer ce que la Confédération, héritage composite et figé de particularismes locaux hétéroclites, n'a jamais pu et ne pourra jamais réaliser : faire entrer la Suisse dans la modernité.

Et cela ne va pas sans une volonté centrale forte. Certes, Stapfer a vu la dérive sanglante de la Terreur, la puissance des tribuns et la versatilité des foules. Il sent grandir l'ascendant du chef charismatique sur les populations consentantes. Il sait aussi la résistance des peuples de la Suisse, tant dans ses élites, que dans ses corps ecclésiastiques, que dans la masse du peuple, surtout paysan. Il connaît l'attachement ombrageux des cantons à leur singularité. Il sait surtout que le gouvernement est dépourvu de moyens financiers et que ses premières

mesures sont déjà impopulaires. Service désintéressé du bien commun ? Naïveté ? Utopisme ? Volontarisme qu'il espère contagieux ?

LE RESSORT DE PHILIPPE-ALBERT

Sans doute y a-t-il de tout cela dans la démarche de cet homme. Il pourrait encore renoncer et devenir le penseur que le protestantisme attend pour effectuer la démarche intellectuelle hardie et désormais inévitable : la reconnaissance mutuelle du christianisme et du « monde » dans cette époque où se façonne, de toute évidence, un homme nouveau et s'annoncent des rapports sociaux jusque-là inconnus.

Stapfer n'est pas un optimiste : sa confiance dans les hommes est mitigée. Les événements l'ont instruit. Paradoxalement, ce qui le maintient dans l'action, et l'action politique et ses collaborations douteuses, ce n'est pas qu'il partage la foi nouvelle en l'homme enfin seul avec lui-même. Ce qui le garde en mouvement et l'amène aux risques de la responsabilité, c'est sa foi en un Dieu qui, présidant aux destinées du monde, d'un grand mal peut faire sortir un grand bien.

On n'est pas loin de Joseph de Maistre qui, en 1797, vient de publier ses *Considérations sur la France*. Certes, le rapprochement peut apparaître incongru au premier abord. Car de cette présence invisible d'un maître de l'Histoire, une Histoire qui s'avère présentement indéchiffrable, de Maistre conclut à l'illégitimité de toute république égalitaire puisque à ses yeux, l'ordre monarchique incarnait l'ordre chrétien. On ne pourra restaurer l'un que par l'autre, en ayant tout de même compris au passage deux ou trois leçons de la Providence.

Stapfer n'est pas si assuré, quant à lui, du cours de l'Histoire, même s'il persiste à y interroger les voies de Dieu. Il est de ceux qui pensent que désormais, aucun retour en arrière n'est possible : l'entreprise chrétienne consiste à *instaurer* et non à *restaurer*.

METTRE LE PROGRÈS À L'ÉPREUVE

Et c'est bien ce qui le fascine dans la situation impossible où se trouve son propre pays réduit à faire du neuf ou à périr : voici que l'occasion s'offre de mener une expérience en vraie grandeur qui permettra de répondre à la question même du *progrès*. Car, pour Stapfer, il s'agit bien d'une question, d'une *grande question* et non d'une certitude naïve, ni d'une évidence scientifique, ni d'une rouerie de tribun.

Or c'est l'éducation qui offre à ses yeux le champ le plus approprié pour effectuer ce « test » à l'échelle des individus comme à l'échelle d'une nation. Concevoir un plan d'éducation, c'est mettre à l'épreuve enfin cette idée qui habite les élites nouvelles et auxquelles elles donnent trop facilement crédit. Il écrit le 20 janvier 1799 :

Ce n'est que quand toutes les facultés physiques, intellectuelles et morales d'un homme auront été mises en œuvre par ses éducateurs et que l'essai aura été fait sur un peuple entier de développer harmoniquement et complètement toutes les facultés humaines; ce n'est qu'alors que cette grande question pourra être résolue: si vraiment l'humanité est appelée à des progrès constants en lumière et en forces; en vertu et en jouissance (...) (cité par Luginbühl, 1888, p. 362).

LES VINGT MOIS DU MINISTRE STAPFER (2 MAI 1798-8 JANVIER 1800)

C'est donc un homme sérieux, désireux de vérifier la croyance de son siècle en l'éducabilité et au progrès par l'éducation qui répond favorablement, mais non sans hésitation, quand, le 2 mai 1798, le Directoire helvétique l'appelle au *Ministère des sciences, arts, travaux publics et ponts et chaussées* (sic).

Le mois précédent, les organes législatifs de la nouvelle République helvétique ont été mis en place. Avant de quitter Paris, Stapfer rencontre Sieyès et François de Neufchâteau qui occupe le ministère de l'Instruction publique. Rentré en Suisse, il s'entoure d'un conseil où figurent le Père Grégoire Girard*, Pestalozzi et Johann Heinrich Daniel Zschokke*. Tous trois se sont déjà illustrés dans leurs entreprises pour l'instruction du peuple.

Le Directoire de la République helvétique est un gouvernement précaire, constamment sollicité par la République française d'aller plus loin dans les facilités qu'elle réclame pour ses troupes, soumis aux pressions contradictoires des factions qui minent le Directoire de la République mère, et offrant une résistance médiocre aux manipulations qu'exercent en Suisse même les représentants de la puissance « protectrice ». Stapfer appartient à ce gouvernement « modéré » qui tombera le 8 janvier 1800 pour faire place à des pro-Français plus dociles³. Il sera donc resté au gouvernement l'espace de vingt mois.

UNE ACTIVITÉ DÉBORDANTE

Stapfer va agir comme un homme pressé. Il concilie par-là les deux sentiments contradictoires qui l'habitent: la brièveté probable de son passage aux affaires, l'obligation qu'il se donne de penser la Suisse pour le long terme. Le premier sentiment le conduit dans une course de vitesse avec ses interlocuteurs pour mettre en place une organisation nationale de l'instruction publique. Le second lui fait ébaucher des projets, esquisser des tentatives dont tout prouve qu'ils sont infaisables dans l'immédiat.

Stapfer échappe-t-il à la tentation « sacristaine » [cf. Hameline, le présent ouvrage, pp. 49-58]: s'occuper de tout, tout prévoir et tenter de faire légiférer sur tout? S'il délaisse les *travaux publics* et les *ponts et chaussées*, dont on lui a assez étrangement attribué la responsabilité, son souci des *arts* et de la *culture* témoigne d'une « stratégie » qui, en des temps moins

marqués par la suspicion mutuelle, serait considérée comme la plus « payante » : faire remonter l'information et la faire circuler. Un double but anime cet esprit d'*inventaire* : *sauvegarder* et *promouvoir*.

Sauvegarder, ce sera réorganiser partout bibliothèques et archives, mobiliser les « savants » pour en faire, dans les districts, les *missi dominici* du pouvoir central et enquêter sur l'état des musées, des collections, des archives dans un pays où le pillage menace.

Mais, émanant d'un gouvernement que l'on juge à la solde des occupants français, un questionnaire d'enquête sur l'état des lieux et des patrimoines, même si l'accompagnent des instructions sans équivoques, sera vite suspecté de cacher des intentions perverses : qui a intérêt à inventorier le patrimoine ? D'autant que Stapfer projette de constituer une Bibliothèque nationale, des Archives nationales, un Museum d'histoire naturelle. La question que pose l'interlocuteur soupçonneux est simple : qui sera dépossédé au profit de ces instances centrales ? La volonté de sauvegarde est rapidement interprétée comme une volonté d'appropriation, voire de spoliation.

Promouvoir n'est guère plus facile, quand les esprits sont attentistes ou hostiles. En octobre 1798, Stapfer soumet au Directoire helvétique le projet de la création d'un *Bureau de l'esprit public* qu'il propose de confier à Johann Heinrich Zschokke.

Là encore, on peut faire crédit à Stapfer d'une idée qui part de la meilleure intention du monde. Un pays recèle des capacités intellectuelles et culturelles insoupçonnées, sous-employées. Son absence de contact avec l'étranger peut le conduire à une véritable sclérose. Il faut soutenir les initiatives utiles, les voyages formateurs, il faut « communiquer », comme on dirait aujourd'hui.

Las : cette mobilisation exige au moins deux atouts. Des fonds publics pour soutenir les projets. Et les caisses sont vides. Des collaborations multiples. Mais la confiance manque cruellement, si cruellement que le plan de Stapfer est aussitôt dénoncé comme une volonté de mainmise, d'enca-drement, de contrôle pointilleux.

CONTRÔLER LES LECTURES DU PEUPLE ?

Et du contrôle, il y en a bien, malgré tout. Stapfer ne cherche ni à sauvegarder ni à promouvoir n'importe quoi. Ainsi cette circulaire sur l'amélioration des almanachs (septembre 1798) : Stapfer mesure l'importance, surtout en milieu rural, de ces petits volumes où, voisinant avec des conseils basés sur la sagesse ancestrale, s'évalent bien des restes de superstition, des erreurs scientifiques désormais connues. Mais peut-on rendre, par voie de circulaire, l'almanach, *moderne* ? C'est toute une mentalité qu'il s'agit de modifier à l'heure même où elle est sur la défensive.

Il en est de même pour la *Feuille populaire*, confiée quelques semaines à Pestalozzi en septembre 1798. Elle n'a pas pour mission d'ouvrir ses colonnes aux nostalgiques de l'Ancien Régime. Mais qu'on n'y cherche pas non plus la glorification de la Terreur et des exactions françaises. Pestalozzi, qui rêve de contact direct avec l'enfance populaire, renonce vite.

Et voici Stapfer dans la représentation des tribulations d'un modéré: il est trop « avancé » pour les uns, trop « réticent » pour les autres. Le haut représentant de la France exige de pouvoir censurer une feuille que, de toute façon, le public boude parce que jugée trop inspirée par les intérêts des Français...

L'INSTRUCTION POPULAIRE

Or c'est d'interlocuteurs dont Stapfer a besoin pour le projet qui lui tient le plus à cœur: instaurer un véritable système d'instruction du peuple. Mais l'urgence le conduit à mener deux opérations en parallèle: créer, sur l'ensemble du territoire, un réseau de *Conseils d'éducation* appuyés par des inspecteurs scolaires qui constitueront comme une « base » acquise à la réforme; soumettre aux organes législatifs de la République un projet de loi scolaire.

Aux premiers, Stapfer enverra à l'automne 1798 son célèbre *Questionnaire sur l'état des écoles*. Mais on ne peut attendre que l'inventaire soit mené pour légiférer. En définitive, ce questionnaire ne constitue pas un inventaire préalable. Sa fonction est autant de stimuler que de s'informer.

Dès juillet 1798, Stapfer a soumis au Directoire un projet de réglementation provisoire: créer les Conseils et fonder des écoles normales apparaissent comme des préalables. Et il se met sans attendre à la rédaction d'un projet de loi.

LE PROJET STAPFER

Une école élémentaire est prévue pour 500 habitants. Les *Conseils d'éducation* y occupent une fonction-charnière. Ce sont eux qui nomment les enseignants. Les maîtres porteront le nom d'*instituteurs* et auront rang de fonctionnaires publics. Garçons et filles sont séparés. L'enseignement religieux y est donné par le ministre du culte. L'enseignement se distribue sur trois années. Les écolages sont fonction des revenus familiaux. La scolarité est obligatoire. Les élèves nécessiteux et méritants peuvent bénéficier du statut d'*élèves de la patrie* et poursuivre des études aux frais de la puissance publique. Le certificat d'instruction est appelé à devenir la condition minimale de l'exercice de la citoyenneté et de ses droits.

Le projet est fort précis sur les méthodes d'enseignement qui doivent « suivre l'ordre que la nature suit dans le développement des facultés » de l'enfant. La 3^e année est une véritable préparation à la vie active: visite d'ateliers, de prisons et d'hôpitaux, exercices physiques (y compris la natation là où la

chose est possible et opportune), travaux manuels et contribution aux travaux agricoles, en particulier dans le jardin scolaire, véritable succursale du jardin botanique central, encouragement à la lecture personnelle, et poursuite évidemment de l'exercice des facultés intellectuelles par le perfectionnement des apprentissages effectués dans les classes inférieures.

PAS VRAIMENT D'INTERLOCUTEURS

Le projet de Stapfer, comme son *Questionnaire sur l'état des écoles*, manqua singulièrement d'interlocuteurs. C'est déjà un projet tronqué que le Directoire helvétique dépose, en octobre 1798, devant le Grand Conseil*, qui le renvoie en commission.

L'année 1799, les dispositions du projet sur le traitement des instituteurs prennent une allure surréaliste: la situation financière de l'Etat est désastreuse et les salaires ne sont plus versés, ni aux enseignants, ni aux ministres des cultes. Stapfer fait appel au volontarisme des uns et des autres. Mais on réclame quand même quelques gages de solvabilité.

Sa tentative pour restaurer le séminaire de formation d'instituteurs du cloître Saint-Urbain à Lucerne échoue en avril du fait de la guerre. Il propose en mai de fonder une école normale à Berthoud (Burgdorf) dont Pestalozzi décline la direction, préférant l'« aventure » de Stans. Les instances législatives demeurent inertes. En mars, son projet de loi était venu devant le Grand Conseil: délibération décevante, renvoi en commission, remise en cause des Conseils d'éducation. La loi est présentée en juillet devant le Sénat. La délibération est renvoyée. Le 2 janvier 1800, la loi est rejetée par le Sénat. Le 8, Stapfer n'est plus ministre.

FIN DE CARRIÈRE À TRENTE-SEPT ANS

Le plan Stapfer ne pouvait qu'échouer. On ne sait s'il faut admirer sa détermination ou déplorer son entêtement. Car si les législateurs ne suivirent pas, les populations ne montrèrent pas d'empressement non plus. Et les deux corps professionnels directement intéressés n'eurent pas le temps d'assimiler ce que le projet demande: que les uns, – les ministres des cultes – acceptent, sans se croire dépossédés de leurs prérogatives, de voir se constituer enfin les autres en un véritable corps. Quant aux Conseils d'éducation, loin de démultiplier les vues généreuses du ministre, ils renforcent les notabilités locales et deviennent le siège de leurs intrigues et de leurs pressions.

Mais si Stapfer, faiseur de plan, a échoué, il n'a pas de sang sur les mains. Ambassadeur à Paris de 1800 à 1803 pour la dure négociation avec Bonaparte qui devait aboutir à l'Acte de médiation, il est chargé par le Premier consul de présider la Commission de liquidation de la République helvétique, fonction dont il se démet au bout de quelques mois. A trente-sept ans, Philippe-Albert Stapfer en a fini avec la vie publique.

Il ne fera plus que de brefs séjours en Suisse, même s'il continue de porter une grande attention aux affaires de son pays. Il sera, dans une belle continuité avec sa jeunesse, un artisan du rapprochement entre le protestantisme français et le protestantisme allemand, jouant un rôle d'importance au sein de l'Eglise réformée de France. Il meurt à Paris en 1840.

LE PLAN ET LA SCIENCE PÉDAGOGIQUE

Le plan Stapfer pêche par double irréalisme. Irréalisme face aux circonstances : si le meilleur est l'ennemi du bien, le pire, l'est malgré tout plus encore. Or on ne peut guère imaginer un contexte pire que celui où Stapfer exerce son bref mandat.

Mais son irréalisme tient aussi à ce que Stapfer participe de la croyance commune aux esprits éclairés de son temps : l'ère est advenue enfin d'une *science pédagogique*.

Tant de travaux préparatoires, écrit-il le 20 janvier 1799, font l'office de pierres d'attente du grand et bel édifice de la science pédagogique, tant de voies ont été ouvertes qui mènent à ce but du perfectionnement de l'éducation humaine, que l'éducateur ne saurait plus le perdre de vue (...) Les moyens d'une éducation meilleure et même les méthodes d'une culture générale de l'humanité s'offrent à nous de toutes parts (cité par Luginbühl, 1888, p. 365).⁴

Et cette « science » est représentée à ses yeux par Pestalozzi en qui il ne vante pas tant l'homme consacré à la cause de l'enfance populaire que l'inventeur d'une méthode infiniment économique et définitivement établie sur les bases naturelles des lois de fonctionnement de l'esprit des enfants.

En le recommandant de cette façon au Directoire, Stapfer faisait à Pestalozzi l'honneur de sa confiance. Mais il établissait cette dernière sur un malentendu. C'est Herbart* qui prétendra, dès 1802, instituer à partir des approximations pestalozziennes une « science » digne de ce nom. Michel Soëtard (1985), commentant la célèbre *Lettre de Stans* (1799), y décèle au contraire l'énigmatique originalité de la « science » pédagogique pestalozzienne : s'instruire de ses échecs en acceptant une bonne fois de maintenir ouverte la béance entre une pratique et le discours que l'on tient sur elle.

Stapfer pouvait sans doute difficilement faire état d'une telle épistémologie aux membres du Directoire auprès desquels il tentait de « placer » l'« illustre vieillard ». Mais il n'y a pas là qu'une affaire d'opportunité : Stapfer concevait l'éducation au sein d'un plan de *régénération* sociale dont les moyens passaient désormais par la conjonction de la science et de la conscience.

LE PLAN : ENTRE LE PROSAÏQUE ET LE SUBLIME

Mais cette conjonction opère aussi la rencontre du prosaïque et du sublime. Stapfer célèbre l'éducation à la fois

comme la possibilité sublime d'« élever indéfiniment » tout homme en sa perfectibilité essentielle, et comme un investissement prosaïque qui relève désormais de la « politique » sous le signe du « chacun à sa place ». Pour Stapfer, la leçon à tirer des désordres de la Révolution est que le rationnel et le raisonnable doivent faire désormais cause commune en quelque sorte.

Le projet Stapfer est clair sur ce point. Pour lui, le but de l'enseignement élémentaire est triple :

- 1) procurer aux élèves les connaissances nécessaires pour s'acquitter de leurs devoirs ;
- 2) développer leurs forces intellectuelles et physiques et le germe des facultés industrielles que chacun perfectionnera ensuite dans la carrière dans laquelle il sera placé par les circonstances ou entraîné par son inclination ;
- 3) inspirer enfin à leurs jeunes âmes l'amour de la vertu et des principes républicains (Titre III, art. 1).

Ainsi l'éducation *embrasse en un mot l'homme entier et le livre à la société tel que celle-ci ose lui confier dans l'exercice des droits politiques ses plus chers intérêts* (Titre III, fin de l'art. 1) (cité par Luginbühl, 1888, p. 378).

On peut commenter un instant cette finale. Outre la belle manière du style, on remarquera à quel point l'éducation est conçue comme un *échange*. Mais un *échange en système fermé*. Certes c'est un « homme tout entier », et non simplement une intelligence dégrossie ou des bras moins gauches, qui est « livré » à la société. Il y a bien une commande sociale, et pas de n'importe quel produit.

L'AUDACE DES MODÉRÉS

Mais la grande affaire, c'est que ce produit social est destiné à devenir producteur d'effets sociaux par l'« exercice des droits politiques ». Là gît l'*audace*, car effectivement, il y a risque, et même péril. Dix ans d'histoire de France viennent de le montrer.

Une société est bien audacieuse qui confie « ses plus chers intérêts » à ceux qui constituent son commun peuple. Il lui faut donc contrôler par l'éducation la production de ce produit-producteur. Tout le XIX^e siècle éducateur sera hanté par les risques de cette *audace* où s'inscrit la contradiction du « système éducatif » moderne, tel que Talleyrand en 1791 l'énonçait déjà dans une terminologie qui n'a pas pris une ride : il faut *intégrer* par l'éducation à sa place assignée, chaque individu qu'on se sera fait un devoir d'*émanciper* en l'instruisant.

Stapfer souhaite expérimenter en vraie grandeur un système éducatif qui ne multiplie surtout pas ces « (...) petits demi-savants bouffis de vanité, se croyant au-dessus de la carrière

de laboureurs ou de manouvrier (...) et se croyant propres à réformer le monde » (Lettre au Directoire, 1800, citée par Luginbühl, 1888, p. 112). Ne pas faire de parvenus, de déclassés, de « babillards » : c'est déjà Rousseau qui, dans *La Nouvelle Héloïse* (1761), souhaitait que l'on n'instruise pas l'enfant de villageois de peur de déflorer son innocence. Et la Révolution n'a-t-elle pas montré à l'œuvre toutes ces épaves sociales devenues des meneurs ?

PESTALOZZI CONTRE LES PAUVRES ?

Stapfer partage l'ambivalence philanthropique ; confiance en l'homme, sujet abstrait de droits ; méfiance vis-à-vis du « populaire » qui prétendrait sortir de sa condition. Et c'est, sur ce point encore à Pestalozzi qu'il renvoie :

Le grand mérite du citoyen Pestalozzi est de concentrer ses élèves dans leur cercle d'activité future, de le leur faire aimer, et de tourner cependant les moyens mêmes employés à les attacher aux vocations les plus humbles au profit de leur développement et de leur instruction (cité par Luginbühl, 1888, p. 112).

Nouveau malentendu entre les deux grands serviteurs de l'Humanité et de l'Helvétie ? Il est vrai que Pestalozzi pose que l'autonomie du peuple passe par sa fidélité à rester peuple et à ne compter que sur lui-même, de la même façon que l'autonomie de chaque enfant du peuple passe par la volonté de tirer parti de la seule condition populaire qui porte en elle ses richesses propres.

On croit déjà entendre les débats de la fin du XIX^e siècle sur la culture prolétarienne, au sein de l'Internationale socialiste (cf. Lindenberg, 1972). C'est que l'usage même que fait Stapfer de la pensée de Pestalozzi témoigne de l'incertitude qui marque aussi bien la pensée « bourgeoise » que la pensée « socialiste » depuis deux cents ans : la *promotion* du peuple passe par la célébration du peuple comme culture propre ; mais son *aliénation* emprunte la même voie. Aime ta condition parce qu'elle est belle et bonne, quelle qu'elle soit. Aime ta condition parce qu'il t'est interdit de convoiter la condition des autres.

Et si, par aventure, en 1989, vous remplacez le mot « peuple », dans ces deux énoncés, par le mot « tiers-monde » par exemple, et que vous entendez justement vanter la « culture du manque », vous jugez aussitôt combien l'équivoque a la vie dure. Mais c'est qu'elle n'a peut-être pas de solution, pas plus dans la lutte des classes que dans le consensus social.

HEUREUSEMENT, STAPFER NE POUVAIT PAS RÉUSSIR...

Ainsi Stapfer, en plus de la précarité propre à sa situation impossible, incarne une autre précarité, essentielle celle-là à toute démarche planificatrice : qu'il lui faut dans le même

mouvement assurer la *stabilisation*, au risque du fixisme, et la *mobilité*, au risque de la dislocation. Faut-il dire : heureux Stapfer que l'Histoire dispensa de mettre en œuvre son projet ? Car comme tout faiseur de plans, il lui aurait fallu apprendre, aux dépens d'autrui, que le rationnel est si peu raisonnable qu'il peut rendre parfois furieux des gens qui avaient apparemment tout pour être raisonnables...

Université de Genève, 1^{er} août 1989, en la Fête nationale helvétique.

NOTES

1

Toutes les données biographiques sont empruntées à Luginbühl (1888).

2

Entre 1780 et 1790, Emmanuel Kant a écrit l'essentiel de son œuvre magistrale dont *Critique de la Raison pure* (1781), *Critique de la Raison pratique* (1788), qui devient la référence de tout le débat philosophique de l'époque.

3

Parmi eux, Pierre Ochs, « patriote » bâlois contre lequel Stapfer s'éleva avec véhémence.

4

Ce rôle de la *science pédagogique* apparaît dans une formule assez surprenante utilisée par Eugène Rendu dans un ouvrage sur l'éducation populaire en Allemagne en 1855. Voulant caractériser les trois facteurs qui sont intervenus dans « le gouvernement de l'éducation populaire depuis la fin du XVIII^e siècle jusqu'à nos jours », il désigne l'Etat, l'Eglise et... la science pédagogique, dont il dénonce d'ailleurs les prétentions, à ses yeux, exorbitantes. Il juge en particulier que l'on a surfait la réputation de Pestalozzi.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- CHAPUISAT, E. (1945). *La Suisse et la Révolution française, épisodes*. Genève : Editions du Mont-Blanc.
- CODECHOT, J. (1956/1983). *La Grande Nation : l'expansion révolutionnaire de la France dans le monde de 1789 à 1799*. Paris : Aubier.
- HAMELINE, D. (1989). Les Sacristies de la Révolution. *Educateur*, 4, 46-50 [cf. le présent ouvrage, pp. 49-58].
- LINDENBERG, D. (1972). *L'Internationale communiste et l'école de classe*. Paris : Maspéro.
- LUGINBÜHL, R. (1887/1888). *Philippe-Albert Stapfer, ancien ministre des arts et des sciences et ministre plénipotentiaire de la République helvétique : 1766-1840* (traduction). Paris : Librairie Fischbacher.

- MAISTRE, J. de (1797/s.d.). *Considérations sur la France* (introduction et notes de H. Guillemin). Genève, Paris, Montréal : Editions du Milieu du monde.
- MARTIN, W. (1926/1974). *Histoire de la Suisse : essai sur la formation d'une confédération d'Etats*. Lausanne : Payot.
- PESTALOZZI, H. (1985). *Lettre de Stans* (traduction et introduction de M. Soëtard). Yverdon-les-Bains : Editions Centre de documentation et de recherche Pestalozzi. (1807 pour la 1^{re} éd. en allemand).
- RENDU, E. (1855). *De l'Education populaire dans l'Allemagne du Nord et de ses rapports avec les doctrines philosophiques et religieuses*. Paris : Librairie Hachette.